

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 426

[C — 2003/31057]

12 DECEMBRE 2002. — Arrêté 2002/n°147 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux conventions de partenariat conclues entre l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle et les organismes d'insertion socioprofessionnelle, pris en exécution de l'article 4 § 2 du décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle, notamment l'article 4 § 2;

Vu l'avis de la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement, donné le 23 octobre 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 1^{er} février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de consolider les activités des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française, en leur assurant notamment une programmation pluriannuelle des activités qu'ils mènent en partenariat avec l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Considérant les missions de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle en matière de coordination, d'encadrement et d'évaluation des mesures qui concourent à la mise en œuvre des lignes directrices européennes en matière de formation professionnelle et plus particulièrement dans la mise en œuvre de l'objectif 3 du Fonds social européen

Sur proposition du Membre du Collège, chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels :

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

— Le Ministre : le Membre du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels;

— Le décret : le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;

— La Commission consultative : La Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement, créée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française, portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

— L'Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle créé par décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994;

— Le Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

— Les organismes d'insertion socioprofessionnelle : les organisme agréés par le décret du 27 avril 1995 et les organismes visés en son article 13, § 1^{er}, 2^e alinéa.

Art. 3. En vue de promouvoir les actions visées par l'article 4 § 2 du décret, l'Institut est chargé de conclure des conventions de partenariat avec les organismes d'insertion socioprofessionnelle déterminant les opérations à mettre en œuvre et leurs modalités d'exécutions. Ces conventions sont conclues en exécution de programmes de formation ou des cahiers des charges des missions locales et des ateliers de formation par le travail.

Les programmes et les cahiers sont adoptés par le Collège, sur proposition de l'Institut, après avoir sollicité l'avis successivement de la Commission consultative et du Comité de gestion.

Ils spécifient au moins :

— la nature des actions à promouvoir;

— les objectifs opérationnels qui leur sont assignés;

— les critères de sélection des actions;

— les modalités de partenariat entre l'Institut et les organismes d'insertion socioprofessionnelle;

— les modalités d'implication des organisations professionnelles représentatives du monde du travail et de l'entreprise;

— les conditions de subvention des actions, en ce compris leur financement par le Fonds social européen et les financements complémentaires visés à l'article 13, § 4 du décret;

— les modalités d'évaluation des actions.

Art. 4. Conformément à l'article 13, § 1^{er} du décret, l'Institut peut, dans les limites budgétaires, octroyer aux organismes d'insertion socioprofessionnelle une subvention de fonctionnement.

Au même titre qu'une subvention, en vue d'assurer le préfinancement des actions cofinancées par le Fonds social européen, l'Institut peut leur octroyer gratuitement une avance de trésorerie, récupérable sur le versement des fonds européens.

Art. 5. § 1^{er}. Les conventions de partenariat sont conclues par l'Institut pour une durée maximale d'un an. A l'échéance, elles se renouvellent tacitement chaque fois pour une même durée que la période initiale, à moins qu'une des parties n'y mette fin par lettre recommandée au plus tard quatre mois avant l'expiration du terme de la période en cours. L'Institut se réserve le droit de résilier avant le terme et moyennant un préavis de trois mois la convention de partenariat en motivant par écrit les raisons de cette résiliation. En cas de manquement grave du partenaire à ses obligations, l'Institut peut, à tout moment, résilier la convention.

§ 2. Les conventions ne peuvent pas avoir une portée rétroactive. Les organismes d'insertion socioprofessionnelle sont tenus d'introduire leurs propositions finalisées sur base du dossier type de l'Institut, au minimum cinq mois avant le début des opérations de formation.

Après examen, l'Institut est chargé de communiquer ses décisions motivées aux opérateurs et ce dans un délai de trois mois maximum à dater de l'introduction de la proposition de partenariat en fonction des normes fixées par l'Institut, certaines propositions d'extension ou de modification d'activités sont également soumises par l'Institut.

§ 3. Tout organisme d'insertion socioprofessionnelle peut introduire auprès de l'Institut une demande de réexamen contre les décisions prises à son égard par le Comité de gestion en application du présent article et ce, dans un délai d'un mois à dater de leur notification. Le Comité de gestion a deux mois pour y donner suite. A défaut, la décision est jugée défavorable à la demande de réexamen.

§ 4. Sans préjuger d'éventuelles procédures judiciaires, l'organisme peut introduire un recours contre les décisions prises à son égard par le Comité de gestion auprès du Ministre, pour autant que le recours porte exclusivement sur l'exécution des programmes et des cahiers des charges visés à l'article 3. Le Ministre statuera sur ce recours dans les trois mois, après avoir sollicité l'avis de la Commission consultative qui aura auditionné un représentant de l'organisme.

§ 5. Le délai visés ci-dessus ne couvre pas du 15 juillet au 15 août.

Art. 6. Les conventions de partenariat précisent au minimum :

1° l'action ou les actions promue(s) en exécution des programmes et des cahiers des charges;

2° l'opération ou les opérations mise(s) en œuvre par le ou les organismes partenaire(s);

3° l'opération ou les opérations mise(s) en œuvre par l'Institut;

4° les modes de collaboration entre l'Institut et ses partenaires;

5° le ou les types et le nombre de stagiaires visés par la ou les actions;

6° les objectifs assignés à l'action ou aux actions;

7° les modes d'évaluation de la ou des actions;

8° le cas échéant, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation de la subvention octroyée au(x) partenaire(s), ainsi que les modalités selon lesquelles cette dernière est récupérée par l'Institut en cas de non respect des conditions mises à son octroi;

9° les modalités de préfinancement par l'Institut des actions cofinancées par le fonds social européen.

Art. 7. L'Institut assure la mise œuvre des conventions de partenariat, ainsi que le contrôle, le suivi des actions subventionnées et l'établissement un rapport d'évaluation annuel portant sur la mise en œuvre des programmes et des cahiers des charges, qui est adressé pour avis à la Commission consultative.

Dès réception par l'Institut de l'avis de la Commission consultative, le rapport d'évaluation est soumis pour approbation au Comité de Gestion. Le rapport est ensuite communiqué pour information au Collège.

Dans le cadre de la procédure d'agrément des organismes d'insertion socioprofessionnelle, l'Institut établit pour chaque organisme un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre de leurs conventions de partenariat durant l'année écoulée pour un premier agrément et durant les trois dernières années pour un renouvellement d'agrément.

Art. 8. A titre transitoire, et jusqu'à l'adoption par le Collège des programmes et des cahiers des charges ou au plus tard le 31 décembre 2003, l'Institut est habilité à conclure des conventions de partenariat conformément à l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle du 12 mai 1987.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003

Art. 10. Le Président du Collège, compétent pour la Reconversion et le Recyclage professionnels, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2002.

Le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS

Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que les Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 426

[C — 2003/31057]

12 DECEMBER 2002. — **Besluit 2002/nr. 147 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de partnerschapsovereenkomsten afgesloten tussen het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding en de organismen voor socio-professionele inschakeling, genomen ter uitvoering van artikel 4 § 2 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling, inzonderheid artikel 4 § 2;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor tewerkstelling, opleiding en onderwijs, gegeven op 23 oktober 2001;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 1 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 september 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de noodzakelijkheid de activiteiten van de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende organismen voor socio-professionele inschakeling te bestendigen, door hen met name een meerjarige programmering te waarborgen van de activiteiten die zij ondernemen in partnerschap met het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding;

Overwegende de opdrachten van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding op het vlak van de coördinatie, de omkadering en de evaluatie van de maatregelen die bijdragen tot de tenuitvoerlegging van de Europese richtsnoeren inzake beroepsopleiding en in het bijzonder tot de tenuitvoerlegging van Doelstelling 3 van het Europees Sociaal Fonds;

Op voordracht van het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsomscholing en Bijscholing :

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

— Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

— De Minister : het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsomscholing en Bijscholing;

— Het decreet : het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

— De Adviescommissie : de Adviescommissie voor tewerkstelling, opleiding en onderwijs, opgericht door artikel 28 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie, houdende oprichting van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding;

— Het Instituut : het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding, opgericht door het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie;

— Het Beheerscomité : het Beheerscomité van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding;

— De organismen voor socio-professionele inschakeling : de organismen die erkend zijn door het decreet van 27 april 1995 en de organismen bedoeld in artikel 13, § 1, tweede lid, van voormeld decreet.

Art. 3. Teneinde de acties te bevorderen die bedoeld worden in artikel 4 § 2 van het decreet, wordt het Instituut ermee belast met de organismen voor socio-professionele inschakeling partnerschapsovereenkomsten af te sluiten waarin de uit te voeren operaties en hun uitvoeringsmodaliteiten worden bepaald. Deze overeenkomsten worden afgesloten in uitvoering van de opleidingsprogramma's of de bestekken van de plaatselijke opdrachten en de opleidingsateliers door tewerkstelling.

De programma's en de bestekken worden op voordracht van het Instituut door het College goedgekeurd, nadat het advies werd ingewonnen van achtereenvolgens de Adviescommissie en het Beheerscomité.

Zij dienen in elk geval de volgende informatie te vermelden :

— de aard van de te bevorderen acties;

— de operationele doelstellingen die eraan worden toegewezen;

— de selectiecriteria van de acties;

— de modaliteiten betreffende het partnerschap tussen het Instituut en de organismen voor socio-professionele inschakeling;

— de modaliteiten inzake de betrokkenheid van de representatieve beroepsorganisaties uit de arbeids- en bedrijfswereld;

— de voorwaarden inzake subsidiabiliteit van de acties, met inbegrip van hun financiering door het Europees Sociaal Fonds en de aanvullende financieringen bedoeld in artikel 13, § 4 van het decreet;

— de modaliteiten voor de evaluatie van de acties.

Art. 4. Krachtens artikel 13, § 1 van het decreet, kan het Instituut, mits inachtneming van de budgettaire beperkingen, een werkingstoelage toekennen aan de organismen voor socio-professionele inschakeling.

Teneinde de prefinanciering te waarborgen van de acties die medegefinancierd worden door het Europees Sociaal Fonds kan het Instituut hen, in dezelfde hoedanigheid als een toelage, kosteloos een thesaurievoorschot toekennen dat terugvorderbaar is op de uitbetaling van de Europese fondsen.

Art. 5. § 1. De partnerschapsovereenkomsten worden door het Instituut afgesloten voor een maximumduur van een jaar. Aan het eind van die termijn worden ze telkens voor eenzelfde periode als de initiële termijn stilzwijgend verlengd, tenzij een der partijen de overeenkomst per aangetekend schrijven en ten laatste vier maand voor het eind van de lopende termijn beëindigt. Het Instituut behoudt zich het recht voor de partnerschapsovereenkomst op te zeggen voor het eind van de termijn en mits inachtneming van een vooropzeg van drie maand, waarbij de redenen voor deze opzegging schriftelijk dienen te worden gemotiveerd. Ingeval de partner ernstig in gebreke blijft wat zijn verplichtingen betreft, kan het Instituut te allen tijde de overeenkomst opzeggen.

§ 2. De overeenkomsten hebben in geen geval terugwerkende kracht. De organismen voor socio-professionele inschakeling moeten hun op basis van het modeldossier van het Instituut uitgewerkte voorstellen minstens vijf maand voor de start van de opleidingsoperaties indienen.

Nadat het voorstel onderzocht werd, wordt het Instituut ermee belast zijn gemotiveerde beslissing aan de operatoren mede te delen en dit binnen een termijn van maximaal drie maand vanaf de datum waarop het partnerschapsvoorstel werd ingediend. In functie van de door het Instituut vastgelegde normen, worden ook bepaalde voorstellen voor uitbreiding of wijziging van de activiteiten door het Instituut voorgelegd.

§ 3. Overeenkomstig dit artikel kan elk organisme voor socio-professionele inschakeling bij het Instituut een verzoek tot heronderzoek indienen tegen de beslissingen die het Beheerscomité ten aanzien van het organisme neemt en dit binnen een termijn van een maand vanaf de betekening. Het Comité beschikt over twee maand tijd om gevolg te geven aan dit verzoek. Bij ontstentenis, wordt de beslissing betreffende het verzoek tot heronderzoek ongunstig geacht.

§ 4. Onverminderd eventuele gerechtelijke procedures, kan het organisme bij de Minister beroep aantekenen tegen de beslissingen die het Beheerscomité ten aanzien van het organisme neemt, voor zover het beroep uitsluitend betrekking heeft op de uitvoering van de in artikel 3 bedoelde programma's en bestekken. De Minister zal binnen de drie maand uitspraak doen, na het advies te hebben ingewonnen van de Adviescommissie, die daartoe een vertegenwoordiger van het organisme zal horen.

§ 5. De hierboven bedoelde termijn loopt niet van 15 juli tot 15 augustus.

Art. 6. De partnerschapsovereenkomsten dienen in elk geval de volgende informatie te vermelden :

1° de bevorderde actie(s) ter uitvoering van de programma's en de bestekken

2° de operatie(s) ten uitvoer gelegd door de partnerorganisatie(s);

3° de operatie(s) ten uitvoer gelegd door het Instituut;

4° de verschillende vormen van samenwerking tussen het Instituut en zijn partners;

5° het type of de types en het aantal stagiairs beoogd door de actie(s);

6° de doelstellingen toegewezen aan de actie(s);

7° de evaluatiemethodes van de actie(s);

8° in voorkomend geval, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden, de modaliteiten betreffende de uitbetaling van de toelage die wordt toegekend aan de partner(s), alsmede de modaliteiten waaronder de toelage door het Instituut kan worden teruggevorderd bij het niet nakomen van de voorwaarden verbonden aan haar toekenning;

9° de modaliteiten betreffende de prefinanciering door het Instituut van de acties die medegefinancierd worden door het Europees Sociaal Fonds.

Art. 7. Het Instituut waarborgt de tenuitvoerlegging van de partnerschapsovereenkomsten, alsook de controle, de opvolging van de gesubsidieerde acties en het opstellen van een jaarlijks evaluatierapport over de tenuitvoerlegging van de programma's en de bestekken dat ter advies aan de Adviescommissie wordt voorgelegd.

Zodra het Instituut het advies van de Adviescommissie heeft ontvangen, wordt het evaluatierapport ter goedkeuring voorgelegd aan het Beheerscomité. Het rapport wordt vervolgens ter informatie aan het College bezorgd.

In het kader van de erkenningsprocedure betreffende de organismen voor socio-professionele inschakeling, stelt het Instituut voor elk organisme een evaluatierapport op over de tenuitvoerlegging van hun partnerschapsovereenkomsten gedurende het afgelopen jaar, wanneer het om een eerste erkenning gaat, en gedurende de drie voorbije jaren, in het geval van een erkenningshernieuwing.

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel en totdat het College de programma's en bestekken heeft aangenomen of uiterlijk tegen 31 december 2003, wordt het Instituut gemachtigd partnerschapsovereenkomsten af te sluiten overeenkomstig het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 10. De Voorzitter van het College, bevoegd voor Beroepsomscholing en Bijscholing, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2002.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS

Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Leerlingenvervoer, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
alsook voor Internationale Betrekkingen